

ARCHIPEL

Journal du Forum Civique Européen



Le potager de Yedikule, historique, menacé par un projet d'urbanisation

AZB 4001 Baie
Forum Civique Européen, 4001 Baie
Post CH AG

TURQUIE/DOSSIER

Une semaine à Istanbul

Peu avant les élections en Turquie, je suis allée à Istanbul où j'ai passé une semaine extraordinairement intense, riche en rencontres et en expériences. J'aimerais vous faire part de mes impressions sur cette ville, ses habitant·es et les mouvements sociaux qui s'y déroulent. (Première partie)

Début mai, je me suis rendue pour la première fois à Istanbul avec une amie du FCE-Autriche. Je voulais avant tout rendre visite à quelques femmes très engagées ici, des femmes résistantes turques avec lesquelles nous sommes en contact depuis quelques années avec le Forum Civique Européen. En même temps, je voulais voir cette ville cosmopolite, essayer d'y comprendre quelque chose et aussi marcher sur les traces de mon amie Pinar Selek, qui aime tant cette ville où elle n'a pas pu retourner depuis plus de 20 ans parce qu'elle y est en grand danger.

Au-delà de l'immense expérience de se trouver ici dans un lieu d'une beauté incroyable, qui porte en lui des milliers d'années d'histoire et de culture, des milliers d'années d'échanges commerciaux et de transferts de pouvoir, on ne peut pas ignorer à quel point cette métropole, où la mer Noire et le Bosphore se rejoignent dans la mer de Marmara, a changé, a dû se transformer ces dernières années pour accueillir ses 17 millions d'habitants, dérouler le tapis rouge aux 3 millions de touristes permanents, y installer la plupart

des grandes chaînes de magasins et répondre à la volonté de puissance d'Erdoğan en matière de projets de construction géants.

Projets monstres

Le nouvel aéroport d'Istanbul est l'exemple parfait d'un des nombreux méga-projets en Turquie qui favorisent certaines entreprises de construction (notamment celles de la famille Erdoğan); nuit gravement à l'environnement et coûte des vies humaines. Il y a dix ans, le chef de l'Etat s'était mis en tête de faire construire un troisième (!) aéroport, une sorte de monument géant à sa gloire et à celle de son régime totalitaire. Selon les expert·es, les deux grands aéroports internationaux déjà existants auraient pu être agrandis. Le gigantesque bâtiment, qui ressemble à un immense palais ultramoderne, et les pistes d'atterrissage ont été construits à une vitesse folle entre 2016 et 2018 sur une zone d'extraction de lignite exploitée à ciel ouvert. La forêt qui a été détruite ici était auparavant une zone de loisirs importante pour les habitant·es d'Istanbul et une partie du «poumon d'Istanbul». L'urbanisation

est inimaginable: il y a quelques décennies, la forêt représentait au total environ deux tiers de la surface d'Istanbul, aujourd'hui c'est l'inverse. Contre le déboisement de la forêt pour la construction de l'aéroport, un grand mouvement de résistance «Sauvons les forêts du Nord» s'était formé à partir des protestations dans le parc Gezi en 2013 (voir encadré). Mais il n'a pas pu empêcher la construction de l'aéroport. Deux millions et demi d'arbres ont été abattus sur le site et 70 lacs ont été asséchés!

Selon l'Ordre des architectes d'Istanbul, la zone était pleine d'immenses trous remplis d'eau souterraine et d'eau de pluie. Pour la construction de l'aéroport, ces trous ont été comblés et une couche de béton de deux mètres et demi d'épaisseur a été coulée par-dessus. Mais le béton continuait de s'affaisser. Les efforts déployés pour remédier au problème étaient immenses et apparemment pas toujours couronnés de succès. Quelques mois avant la grande ouverture, un trou d'environ dix mètres de diamètre et d'une profondeur estimée à cinq mètres s'est soudainement ouvert sur l'une des pistes de roulement. Des photos ont circulé sur Internet avant que le cratère ne soit rebouché et refermé à la hâte.

Comme de nombreux autres méga-projets d'Erdoğan, l'aéroport devait être construit dans les plus brefs délais. Résultats tragiques: environ 400 accidents de travail aux conséquences mortelles. Si les mesures de protection nécessaires avaient été prises, ces ouvriers seraient encore en vie aujourd'hui – mais cela

aurait coûté trop de temps et d'argent au gouvernement turc; les vies humaines ne sont pas forcément la priorité du progrès et de la prospérité.

Les êtres humains ne sont pas les seuls à être méprisés, les animaux le sont aussi: l'espace aérien au-dessus de l'aéroport appartient deux fois par an aux oiseaux migrateurs. Les défenseuses de la nature de l'initiative *Nordwald* insistent sur ce fait: «*Les forêts du Nord sont l'une des principales routes des oiseaux migrateurs dans le monde, cela vaut en particulier pour les cigognes. Le Bosphore en fait également partie. La zone dans laquelle le nouvel aéroport a été construit est une zone humide dans laquelle des centaines de milliers de cigognes se reposaient deux fois par an. Depuis des temps ancestraux, elles avaient mémorisé cette route – et pas seulement les cigognes, mais aussi les rapaces, environ 250.000 par an, dont des espèces devenues rares*». Et il va sans dire qu'il «fallait» construire une autoroute de desserte pour l'aéroport...

Jardins, collectifs, répression

Tout à l'opposé du bétonnage des espaces verts et de la construction d'innombrables tours qui, ces dernières années, prennent de plus en plus de place et marginalisent toujours plus la nature, il y a les potagers urbains, qui ont une longue tradition à Istanbul. Ils risquent eux aussi d'être victimes de la modernisation et de l'urbanisation. Certains de ces jardins, situés au cœur des quartiers résidentiels de différents arrondissements d'Istanbul, sont cultivés collectivement, d'autres par des familles. Les légumes sont vendus dans le quartier. Kiraz Özdog, anthropologue et très

engagée depuis des années dans la préservation de ces jardins, nous en a fait visiter plusieurs: «*Même si c'est illégal, des travaux de construction sont entamés dans l'enceinte des jardins de Yedikule, par exemple, existent depuis des milliers d'années et maintenant on y fait des travaux de dragage*». Elle prend une vidéo de la pelleteuse, en faisant attention de ne pas être vue, et l'envoie aux autres activistes.

Kiraz nous a également mises en contact avec des représentantes de la coopérative *YerDeniz* au marché des agriculteurs et agricultrices de Kadiköy. Celle-ci a été fondée en 2019 par des personnes ayant des expériences d'organisation différentes après la résistance de Gezi. Contre l'exploitation de l'être humain et de la nature et un éventuel appauvrissement, les coopérateurs et coopératrices s'entraident sur une base de solidarité, en organisant ensemble la vie quotidienne et la production et en proposant des emplois. Leur objectif est de créer des activités dans des domaines tels que la production alimentaire, la technique, le recyclage, la réparation-rénovation, la culture-art, la garde des enfants et les soins aux personnes âgées. L'alimentation n'est qu'un des domaines. Ils vendent leurs produits ensemble au marché des producteurs de Kadiköy, un ancien quartier de la «Corne d'Or» près de Taksim, où ils gèrent également ensemble un magasin et un centre social. En outre, ils sont en contact avec plusieurs autres collectifs en Turquie qui sont actifs au niveau social et agricole. La coopérative de développement agricole *Vakıflı Village Limited* en est un exemple. Celle-ci a été créée en 2004 pour renforcer la solidarité à Vakıflı – le dernier village arménien de la province de Katay, dans le sud de la Turquie. En 2005, cinq femmes se sont associées et ont commencé à travailler à la création de la *Vakıflı Village Women's Branch*. Elles ont apporté les pro-

duits qu'elles fabriquaient chez elles, liqueur, confiture et sirop de fruits, au bazar du village, organisé sur le parvis de l'église pour soutenir le village. Avec l'argent qu'elles gagnaient ainsi, elles faisaient installer des fenêtres dans leurs maisons. Ainsi, petit à petit, de plus en plus de femmes sont devenues coopératrices de la *Vakıflı Village Limited*. Dans la région de Katay, beaucoup de choses ont été détruites par le tremblement de terre. *YerDeniz* a alors diffusé un appel à la solidarité collective avec les onze coopératives de la zone touchée.

Après avoir visité le marché et discuté avec les membres de la coopérative *YerDeniz*, nous avons accompagné l'une des femmes à une réunion du parti vert kurde de gauche *Yesil Sol Parti*, qui soutient le candidat à la présidence Kemal Kılıçdaroğlu. Les femmes dansaient et chantaient sur de la musique kurde, riaient et nous invitaient à danser. Nous n'avons pas pu rester longtemps, car nous devions nous rendre à un rendez-vous avec un journaliste.

Le soir, j'ai appris qu'une heure après notre départ, l'événement avait été dispersé par les gaz lacrymogènes de la police. Et quelques heures plus tard, dans la nuit, un jeune chanteur kurde très populaire a été assassiné par des loups gris¹, soi-disant parce qu'il «*ne voulait pas chanter pour les nationalistes*». La veille, le maire d'Istanbul (un opposant à Erdoğan) avait été violemment agressé lors d'une réunion électorale – la police n'est pas intervenue pour le défendre.

(suite dans notre numéro de juillet/août)

Constanze Warta
membre du FCE - France

1. En turc *Bozkurtlar* ou *Bozkurtçular*, nom donné aux extrémistes de droite turcs, qui sont également très présents dans les partis nationalistes. Ils ont commis et continuent de commettre de nombreux actes de violence et meurtres en Turquie et à l'étranger. En Allemagne, les Loups gris turcs sont considérés comme le plus grand mouvement d'extrême droite.

Les manifestations de Gezi

Ces manifestations avaient débuté fin mai 2013 sur la place Taksim. Elles étaient initialement dirigées contre un projet de construction prévu sur le site du parc Gezi à Taksim, au centre de la vieille ville. Les manifestations se sont transformées en protestations nationales contre le président Recep Tayyip Erdoğan et le parti islamo-conservateur AKP au pouvoir. Le gouvernement a fait réprimer brutalement les protestations. De nombreuses personnes sont toujours détenues dans les prisons turques pour avoir participé aux manifestations. L'année dernière également, la réaction du gouvernement aux manifestations organisées à l'occasion de l'anniversaire des protestations a été extrêmement brutale. De nombreuses personnes ont été arrêtées. Rien qu'à Istanbul, 169 personnes ont été placées en garde à vue et plusieurs d'entre elles ont été battues. A l'heure où nous mettons sous presse, nous ne pouvons pas encore dire ce qui se passera cette année le 1^{er} juin. Quoi qu'il en soit, nous nous préparons à vivre des moments forts.



Rencontre avec les jardiniers, photo FCE

Archipel
Mensuel bilingue (F/D)
édité par le Forum
Civique Européen

France:
St Hippolyte, F-04300
Limans
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98
fr@forumcivique.org

Autriche
Lobnig 16
A-9135 Eisenkappel/Zelezna Kapla
Tél: 43 (0)42 38 87 05
at@forumcivique.org

Allemagne:
Ulenkrug, Dorfstr. 68
D-17159 Stubbendorf
Tél: 49 (0)39 959 23 881
de@forumcivique.org

Suisse:
Boîte postale 1848,
CH-4001 Bâle
Tél: 41 (0)61 262 01 11
ch@forumcivique.org

Ukraine:
vul. Peremogi 70
UKR-90440 Nijne Selischtsche,
Tel: 00380/31 42 512 20
ua@forumcivique.org

A Istanbul pour Pinar

Nous étions 80, de l'Allemagne, de la Suisse, de Belgique et surtout de la France à nous rendre à Istanbul pour soutenir notre amie, Pinar Selek, sociologue, écrivaine, féministe et anti-militariste. Et victime d'un acharnement judiciaire invraisemblable de la part des autorités turques depuis 25 ans.

Petit rappel: en 1998, elle est arrêtée pour avoir refusé de donner aux autorités turques les noms des Kurdes avec lesquels elle avait mené des entretiens dans le cadre d'une enquête sociologique. Une fois en prison, où elle est longuement torturée, elle découvre qu'elle est également accusée d'avoir commis un attentat sur un marché à Istanbul. Toutes les enquêtes démontrent que c'était un accident. A quatre reprises elle est acquittée, la dernière fois en 2014.

En juin 2022, la Cour suprême turque annule ce quatrième acquittement. Une nouvelle audience est fixée pour le 31 mars 2023 à la Cour d'Assises et un mandat d'arrêt international est lancé contre elle.

Nous voilà donc rassemblé·es vendredi 31 mars sur l'esplanade devant le tribunal de *Çağlayan*, un bâtiment monstrueux, rond et très haut, conçu afin d'exprimer la puissance de l'État. C'est le plus grand tribunal d'Europe avec 330 salles d'audience. Avant d'y pénétrer, notre tentative de tenir une conférence de presse a été interdite par le gouverneur, et nous avons été nassé·es par des dizaines de gendarmes avec boucliers, bâtons et armes.

Comme le rappelle Seyda Selek, la sœur de Pinar, «la lutte démocratique en Turquie passe souvent par les tribunaux». Il y a 25 ans, c'est de visiter Pinar en prison qui l'a décidée à devenir avocate afin de pouvoir défendre sa sœur. Ce tribunal est devenu un lieu de rendez-vous régulier, entre autres, pour des milliers de professeur·es et chercheur·es qui font partie des «Académicien·nes pour la paix». Iels avaient signé une pétition en 2015 contre l'escalade

militaire lancée par le gouvernement de Recep Tayyip Erdoğan contre les Kurdes, suite aux élections de juin 2015.

Viré·es de leur poste universitaire, iels demandent leur réintégration.

Seyda faisait partie de la vingtaine d'avocat·es, surtout turques, mais aussi français·es, venu·es au tribunal pour défendre Pinar. Finalement, le tribunal ne condamne pas Pinar, ce qui est une petite victoire. Mais il prolonge son cauchemar judiciaire, en fixant une nouvelle audience pour le 29 septembre. Le mandat d'arrêt international est renouvelé.

En France, ces dernières semaines, les menaces contre Pinar se précisent, notamment de la part des loups gris, militants d'extrême droite souvent armés. Les autorités ont confirmé à Pinar, qui a la nationalité française, qu'elle ne sera en aucun cas extradée. Il est cependant essentiel que la France et les institutions internationales, comme le Conseil de l'Europe et l'Union européenne, lui expriment publiquement leur soutien et déclarent qu'elles rejettent formellement le mandat d'arrêt international contre elle.

La forte poussée des partis d'extrême droite lors des élections turques du 14 mai n'augure rien de bon pour l'avenir. Une nouvelle victoire pour Erdoğan, le 28 mai, sera une catastrophe de tous points de vue, pour Pinar, mais aussi pour de très nombreux prisonnier·es politiques. Rappelons que la Turquie refuse de libérer Selahattin Demirtas, leader du parti de gauche pro-kurde HDP, et Osman Kavala¹, malgré l'obligation imposée par la Cour européenne de Droits de l'Homme à Strasbourg.

Rendez-vous est désormais de nouveau donné au tribunal de *Çağlayan*, le 29 septembre. Cette fois-ci il faudrait être des centaines à clamer notre soutien à Pinar. Nous, en tout cas, y serons de nouveau.

Nicholas Bell
Radio Zinzine

1. Osman Kavala est un homme d'affaires, philanthrope turc, prisonnier politique depuis 2017. Il est connu pour avoir dépensé des sommes importantes pour la culture, l'éducation, et les droits des minorités kurdes et arméniennes.

Pour en savoir plus sur la délégation internationale qui se rendra au tribunal en septembre, écrire à cedric@radiozinzine.org.

Un appel pour un soutien financier à cette campagne de solidarité avec Pinar a été lancé – voir le site.

Contact:
solidaritepinarselek.franc@chezgmail.com
www.pinarselek.fr

Suite aux élections

Quand on est depuis longtemps enrhumé·e, on a besoin de l'espoir pour pouvoir résister. Même si je savais que le pouvoir actuel se préserverait dans ces conditions scandaleuses d'injustice, de corruption, de forte répression. Mais nous attendions un petit miracle. Ce n'était pas impossible car l'écart était très petit entre les deux candidats.

La coalition islamo-nationaliste n'a pas gagné mais elle va tenir le pouvoir politique encore longtemps, avec l'alliance ferme du Qatar et de l'Azerbaïdjan qui ont été les premiers à féliciter Erdoğan.

Ces anciens-nouveaux responsables politiques ont donné des messages violents et scandaleux envers l'opposition. Ils ont même parlé d'écraser le cœur de l'opposition. Ils ont également qualifié Merve Dizdar de terroriste pour son discours pendant la remise de prix à Cannes. Elle a dédié son prix «à toutes les femmes qui mènent une lutte pour surmonter les difficultés pour exister dans ce monde et à toutes les âmes rebelles qui attendent des beaux jours».

Ça montre que les âmes rebelles vivront de plus en plus de répression et auront besoin de plus en plus de solidarité internationale. (...)

Pinar

A VOS POSTES!

Voici quatre émissions enregistrées et réalisées pour Radio Zinzine lors d'un voyage à Istanbul



A Istanbul pour Pinar

Entretien avec Oner, ami de Pinar qui l'a connue à Istanbul, avec Corinne de Grenoble qui développe la comparaison entre le mouvement de soutien à Pinar Selek et les fourmis (le dernier roman de Pinar s'appelle *Azucena ou les fourmis zinzines*), et extraits d'une réunion dans un bar d'Istanbul avec des interventions de Martin Pradel, avocat de Pinar, et avec l'avocate Françoise Cotta.
<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=8067>

La Turquie à la veille des élections

Un tour d'horizon avec Jean-François Perouse, géographe et turcologue qui habite à Istanbul depuis 23 ans. Au moment des élections présidentielles et parlementaires, quelle ambiance dans un contexte régional tendu et marqué par le terrible tremblement de terre qui a frappé le sud du pays?
<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=8086>

Séisme, solidarité, scandale immobilier

Le tremblement de terre qui a frappé la Turquie et la Syrie le 6 février dernier a dévasté une zone de plus de 20.000km². Selon l'Organisation mondiale de la Santé, il s'agit de «la pire catastrophe naturelle en un siècle en Europe». Au-delà de cette catastrophe naturelle, ce qui a provoqué autant de destructions et de morts est l'état déplorable de nombreux bâtiments, souvent construits récemment, en bafouant toutes les normes antisismiques. Un entretien enregistré à Istanbul avec Asli Odman, professeure à l'université spécialisée dans les questions d'urbanisme, qui suite au séisme s'est rapidement rendue sur place comme bénévole.
<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=8126>

La dystopie d'Istanbul

Lors de notre séjour fin mars 2023, quelques semaines avant les élections cruciales du 14 mai, nous avons pu découvrir la réalité de cette immense métropole grâce à un tour en voiture dans le nord de la municipalité d'Istanbul. Grâce surtout à nos guides, Jean-François Perouse, géographe et turcologue qui habite à Istanbul depuis 23 ans, et Asli Odman, urbaniste et militante écologiste, nous avons découvert cet enchevêtrement tentaculaire et interminable de constructions, quasiment sans espaces verts où se côtoient des *gecekondus*, ces bidonvilles autoconstruits par des migrant·es venant de l'Anatolie profonde, des immeubles de cinq ou six étages et des gratte-ciels ultramodernes.
<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=8182>

ABONNEMENT

- Je souhaite continuer à recevoir Archipel, et m'abonne pour la somme de 40 euros / 60 FrS
- Je peux diffuser Archipel autour de moi et commande ...N°, à régler après la vente
- Je souhaite que vous envoyiez à l'essai 3 N° d'Archipel aux personnes dont je vous joins l'adresse:

Nom: Adresse:

Pays: Profession/Organisation:

Téléphone: Mail:

Par chèque ou mandat postal

Pour la Suisse: PC 40_8523-5 - St Johanns-Vorstadt 13 - CH-4001 Basel. Libellé: Archipel

Pour les autres pays: FCE, le Pigeonnier - F-04300, Limans

Égalité des droits en temps de guerre

Lorsque Poutine dit quelque chose, de nombreux Ukrainien·nes pensent quasiment automatiquement le contraire. Rien n'unit plus un groupe de personnes qu'un ennemi commun. L'un des effets inattendus de cette situation est que le mouvement LGBTQIA+ en Ukraine est favorisé par la guerre. En effet, la croisade de Poutine contre la dégradation des valeurs traditionnelles y obtient l'effet inverse.

Plus Poutine désigne les LGBTQIA+ comme la cause de tous les maux du monde, moins les Ukrainien·nes ont tendance à suivre ce raisonnement. Cela s'explique en grande partie par le lien établi par M. Poutine entre une intégration plus poussée à l'Europe – ou *Gayropa*, comme il aime à l'appeler – et les droits des personnes LGBTQIA+, explique la députée ukrainienne Inna Sovsun.

Pour attirer la frange la plus conservatrice de la société ukrainienne, la machine de propagande russe a averti depuis 2014 que si l'Ukraine voulait se rapprocher de l'Europe, elle devrait aussi respecter les droits des LGBTQIA+ et, pire, organiser des Prides. «*Ce message était entendu par environ un tiers de la population ukrainienne jusqu'à il y a quelques années*», explique Inna Sovsun.

Pour attirer la frange la plus conservatrice de la société ukrainienne, la machine de propagande russe a averti depuis 2014 que si l'Ukraine voulait se rapprocher de l'Europe, elle devrait aussi respecter les droits des LGBTQIA+ et, pire, organiser des Prides. «*Ce message était entendu par environ un tiers de la population ukrainienne jusqu'à il y a quelques années*», explique Inna Sovsun.

«*L'invasion de 2022 a fait comprendre à tout le monde qu'il était totalement hors de question de coopérer avec la Russie*», ajoute Mme Sovsun. «*Par conséquent, la voie européenne est devenue la seule option possible. Grâce à des années de propagande russe, l'adhésion à l'Europe est automatiquement associée aux droits LGBTQIA+. Et lorsque les gens doivent choisir entre plus de droits LGBTQIA+ et la guerre contre la Russie, le choix est bien sûr vite fait*».

L'armée comme facteur d'unité

Bien sûr, il s'agit d'une représentation simplifiée d'une situation complexe, mais il est clair que Poutine lui-même a fait de la question LGBTQIA+ une question centrale. En conséquence, sortir du placard pour les Ukrainien·nes est presque devenu un acte de résistance contre le régime de Poutine. Mais les individus LGBTQIA+ apportent bien plus qu'une simple résistance idéologique à la défense de leur pays. Plusieurs mouvements pour l'égalité des droits, par exemple, se sont transformés avec succès en organisations d'aide humanitaire. Leurs compatriotes le voient et l'apprécient.

L'autorité et le respect qu'inspire l'armée ukrainienne suscite également davantage de soutien et de tolérance. De nombreux couples hétérosexuels se marient rapide-

ment avant que l'homme ne parte au front. Pour les couples homosexuels, ce n'est pas une option, car le mariage entre personnes du même sexe n'est toujours pas autorisé en Ukraine. Lorsqu'un·e partenaire décède, son/ sa partenaire survivant·e ne peut souvent pas respecter ses dernières volontés parce qu'il n'y a pas de statut juridique approprié pour le faire.

De telles histoires concrètes touchent une corde sensible en Ukraine. Par exemple, celle de Leda Kosmatshevska. Dans un message largement diffusé sur Facebook, elle raconte qu'elle va épouser un ami homosexuel afin de pouvoir respecter ses dernières volontés s'il venait à mourir au front vu que ses parents, qui désapprouvent sa relation avec un homme, ne respecteraient pas ses souhaits.

Ainsi, les Ukrainien·nes conservateur/trices sont également amenés à adopter une attitude plus tolérante. «*Les gens estiment que quelque chose ne va pas lorsque les soldats LGBTQIA+ qui défendent le pays au péril de leur vie n'ont pas le même droit à une vie de famille heureuse que les autres Ukrainien·nes*», explique Andri Kravchuk, de l'ONG *LGBT Human Rights Nash Svit Center*.

Par ailleurs, poursuit-il, l'armée peut contribuer à renforcer l'interconnexion de la population. «*L'armée est le reflet de la société, car tous les hommes âgés de 18 à 60 ans sont appelés*». Ainsi, des personnes d'horizons différents se rencontrent.

«*Lorsque les gens rencontrent une personne LGBTQIA+ pour la première fois, cela a souvent un effet positif sur leur opinion concernant les questions LGBTQIA+. Et lorsque des violences homophobes se produisent, les dirigeants de l'armée agissent généralement de manière décisive pour en punir les auteurs*».

Une étude récente du *Svit Nash* indique que ces signes positifs se reflètent également dans les chiffres. La tolérance à l'égard des personnes LGBTQIA+ a fortement augmenté ces dernières années: en 2016, seuls 33 % des sondés déclaraient ne pas avoir d'opinion négative à l'égard des personnes LGBTQIA+; en 2022, ils étaient 57 %.

En tant qu'homosexuel, Kravchuk a également vécu cette évolution de près. «*Cette évolution a commencé au début de la guerre en 2014, mais s'est accélérée avec l'invasion de 2022*». Jusque-là, dit-il, une grande partie de la population ukrainienne avait une mentalité russe et était anti-LGBTQIA+. «*Depuis la guerre, il est clair que les Russes et les Ukrainiens ne pourront jamais cohabiter pacifiquement. Les gens préfèrent vivre avec*

des personnes LGBT plutôt que d'être bombardés par les Russes.»

Nouvelle législation

L'évolution positive a incité la députée Inna Sovsun à soumettre un projet de loi accordant aux couples LGBTQIA+ davantage de droits légaux. La proposition a reçu le soutien du parti d'opposition dont Mme Sovsun est membre, ainsi que du parti au pouvoir du président Zelensky. «*Le nouveau statut des couples – qui est possible pour les couples LGBTQIA+ comme pour les couples hétérosexuels – permettra aux couples d'être officiellement reconnus en tant que tels, ce qui n'est pas possible pour l'instant sans se marier. Aucune autre intervention judiciaire ne sera nécessaire pour demander ce statut, le rétablir ou l'annuler*».

Il n'y a délibérément rien dans la proposition sur les droits d'adoption, dit Inna Sovsun. «*Cela réduirait considérablement les chances d'approbation de la proposition. À part ça, ce nouveau statut donne des droits similaires à ceux du mariage traditionnel*».

Le simple fait de négocier une telle proposition était impensable il y a quelques années, affirme M. Kravchuk, qui considère qu'il s'agit d'un grand pas dans la bonne direction. «*Le fait que l'on en discute aujourd'hui ouvertement prouve que le peuple ukrainien est devenu beaucoup plus tolérant ces dernières années*».

Une pétition citoyenne prouve que la population est favorable à l'augmentation des droits des LGBTQIA+. Le 25 avril, une pétition a atteint les 25.000 signatures requises pour que le projet de loi soit déposé sur le bureau de M. Zelensky.

Jusqu'à présent, il ne s'est pas exprimé explicitement sur le sujet et n'a pas pris le temps de répondre officiellement. Auparavant, il avait indiqué qu'il était «*lié par la constitution ukrainienne*». Celle-ci définit explicitement le mariage comme une union entre un homme et une femme, et cette constitution peut encore être modifiée en temps de guerre.

Mme Sovsun comprend la sensibilité stratégique de la question, mais pense que le président pourrait s'exprimer plus ferme-



ment. «Il a déjà prouvé avec la Convention d'Istanbul qu'il pouvait faire passer de telles questions s'il y mettait tout son poids». Le député fait référence à la convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. L'adoption de cette convention a traîné pendant une décennie en Ukraine jusqu'à ce que la ratification soit poussée en 2022 sous l'influence de Zelensky.

Le fait que les droits LGBTQIA+ soient désormais utilisés par certain·es comme un moyen de renforcer les liens avec l'Europe ne change rien pour Sovsun. «Que ce soit pour des raisons stratégiques ou morales, le principal c'est que la loi soit approuvée.»

Les opposant·es

Iels sont encore nombreux/ses, notamment les nationalistes de droite et l'Église orthodoxe. Cette dernière jouit toujours d'un grand prestige en Ukraine.

Pourtant, même l'Église orthodoxe ne peut se permettre d'en faire trop et d'être trop ouvertement anti-LGBTQIA+, affirme M. Kravchuk. En effet, plus de la moitié de la population estime que les personnes LGBTQIA+ devraient bénéficier de l'égalité des droits.

La députée Sovsun voit l'avenir d'un œil positif. Elle aussi pense que l'évolution de l'opinion publique conduira à une plus grande égalité des droits. Bien qu'il soit difficile d'estimer le moment où ça se produira, la date à laquelle le projet de loi de Sovsun sera voté au parlement n'étant pas encore claire.

Le ministre de la Justice travaille également sur une proposition découlant d'un plan d'action officiel de 2015 sur la protection des droits humains. Cette proposition devrait être présentée en décembre. «Je ne sais pas si c'est ma proposition qui sera approuvée, ou celle du ministre, ou une autre. Mais je pense qu'elle sera approuvée un jour».

Jakob Albers*
19 mai 2023

* Publié sur le site de MO* Magazine, magazine d'information alternatif trimestriel flamand qui met l'accent sur la mondialisation.
<https://www.mo.be/nieuws/poetin-de-belangrijkste-ally-van-de-oekra-ense-lgbt-beweging>



Image A.V. Tsvetkov

La Fédération de Russie et ses forces d'occupation doivent immédiatement libérer Maksym Butkevych. La déclaration qui suit, signée par plus d'une vingtaine de parlementaires de différents blocs, a été présentée à l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Pendant plus de 20 ans, Maksym Butkevych a organisé de nombreuses protestations contre la guerre, la mondialisation et le fascisme (y compris des actions annuelles en mémoire de Stanislav Markelov et d'Anastasia Baburova (assassiné·es par des néonazis russes), ainsi que des rassemblements contre les frontières, les guerres d'agression, la dictature et les lois autoritaristes. Il a organisé des manifestations de soutien pour les groupes marginalisés, les minorités, les LGBTQ+ et les réfugié·es, et y a lui-même participé.

Maksym Butkevych est le cofondateur du Centre pour les droits humains «action sociale» et un membre fondateur de radio *Hromadske*, du centre pour les droits humains *Zmina* et du projet *No Borders*, qui s'est associé depuis 2014 à d'autres initiatives pour la création du Centre de ressources de la Coalition des personnes déplacées. Avant de rejoindre les forces armées ukrainiennes en mars 2022, il était un fervent pacifiste.

Il a été capturé par les envahisseurs russes fin juin 2022 en tant que prisonnier de guerre.

Le 10 mars 2023, un tribunal fantoche de la région d'Ukraine de Louhansk occupée par les Russes a condamné le prisonnier de guerre Maksym Butkevych à 13 ans dans une prison de haute sécurité pour des crimes soi-disant commis dans un endroit où il lui aurait été impossible de se trouver.

Nous exprimons notre solidarité mondiale avec Maksym Butkevych, dont la situation illustre le mépris de la loi affiché par les envahisseurs et appelons à ce qu'il soit échangé et immédiatement libéré.

<https://pace.coe.int/fr/files/31796/html>

Les éditions Syllepse viennent de publier un recueil des textes de notre ami Maksym intitulé *Maksym Butkevych, libertaire, antimilitariste, engagé volontaire, prisonnier de guerre* <<https://www.syllepse.net>>. Nos lecteur·euses suisses trouveront ci-joint une carte de commande.

Atelier sur la santé mentale

Le Forum Civique Européen a organisé début mai, en collaboration avec le Comité d'Aide Médicale en Transcarpatie (CAMZ), un premier atelier de formation sur la santé mentale et les troubles du stress post-traumatique.

À côté de l'aide d'urgence et du relogement des personnes déplacées, il nous semblait primordial de s'attaquer également aux problèmes liés aux expériences traumatiques vécues durant la guerre: des millions de personnes ont été jetées sur les routes en ayant tout abandonné, beaucoup ont perdu des proches, des villages et des villes entières ont été totalement détruit·es et les bombardements incessants des villes et des zones d'habitations civiles ukrainiennes par l'armée russe suscitent un sentiment général de profonde précarité. Durant ces deux dernières semaines, l'armée russe a fortement intensifié ses bombardements des villes et des infrastructures ukrainiennes. L'armée russe vise fort probablement à perturber l'organisation de la contre-attaque ukrainienne, annoncée pour ce printemps. Au cours de notre séjour, les sirènes antiaériennes ont retenti et tout le monde suit les alertes en temps réel sur une appli gouvernementale.

Face à l'urgence de la guerre, les questions des troubles psychiques et des traumatismes sont souvent reléguées au deuxième plan, alors qu'il est important de s'atteler à cette tâche dès à présent. Nos ami·es ukrainien·nes nous ont aussi rapporté que le système psychiatrique ukrainien est encore largement déficient et dominé par une approche autoritaire et coercitive, comme ça l'était à l'époque soviétique.

Nous avons donc invité deux amies, une psychologue suisse et une psychiatre française, qui ont toutes les deux une longue expérience professionnelle avec des personnes déracinées en Europe, mais aussi directement dans des zones de guerres comme par exemple en Tchétchénie. Les deux intervenantes étaient très complémentaires et pouvaient rapporter beaucoup d'exemples concrets de leur manière de travailler avec des personnes en situation de détresse grave.

L'atelier de trois jours s'est tenu en Transcarpatie, à l'ouest de l'Ukraine dans le village de Nijne Selichtche. C'est là que se trouve la coopérative de Longo maï qui a organisé à l'automne dernier la rénovation d'un ancien bâtiment de la mairie pour y installer un refuge d'accueil d'urgence pour 35 personnes ayant fui les zones de guerre, à l'est de l'Ukraine.

Le séminaire s'adressait donc d'un côté aux volontaires locaux et aux travailleur·euses sociaux/les qui accompagnent quotidiennement ces personnes déplacées mais qui n'ont pas d'expériences professionnelles concernant les troubles psychiques.

Le deuxième groupe de participant·es étaient des psychologues travaillant dans différents endroits en Transcarpatie, et il y avait aussi un groupe de psychologues venu de Zaporijjia, ville de l'Ukraine centrale située à trente kilomètres du front. Pour les participants de cette ville qui est très régulièrement bombardée par l'armée russe et où les écoles, par exemple, n'ont pas rouvert depuis maintenant quinze mois, c'était une première «sortie» dans un lieu plus sécurisé et tranquille. A titre personnel, c'était important de pouvoir leur offrir un temps et un espace pour décompresser et échanger. En effet, la Transcarpatie n'a pas été bombardée depuis le début de la guerre et se prête donc bien à la mise en place de programmes d'aide psychologique. La question du burn-out, de l'épuisement qui peuvent toucher les personnes soignantes et accompagnantes a été abordée lors de la rencontre. Il existe des méthodes et des pratiques pour nous aider à garder de la distance, même quand on est confronté tous les jours à des récits horribles. Il faut apprendre à s'extraire, se reposer, garder du temps pour sa famille et ses proches et aussi pratiquer des activités physiques et de plein air si c'est possible. La supervision par des théra-

peutes extérieurs comme pratique de conseil et d'aide peut aussi être très bénéfique. Une des assistantes sociales qui travaille dans un refuge à Oujhorod racontait par exemple qu'une maman ne supportait pas que ses enfants jouent, socialisent et s'amuse avec d'autres enfants. Face à son propre traumatisme, elle ne pouvait pas voir ses enfants mener une vie d'enfants «normale», au point qu'elle les enfermait dans leur chambre quand elle allait faire des courses. L'échange avec les autres participant·es du séminaire a permis de réfléchir à des manières d'intervenir délicatement tout en insistant sur le fait qu'on ne pouvait absolument pas laisser des enfants dans une telle situation. Une des animatrices du séminaire a raconté comment iels faisaient à l'époque, dans un camp de réfugié·es tchéchènes: iels avaient installé une tente spéciale où les enfants pouvaient jouer, dessiner, chanter et s'amuser. Cela permettait aux enfants de se soustraire pendant un temps au stress ambiant et, une fois la confiance avec les mamans établie, aussi à celles-ci de se reposer ou de se ressourcer un peu.

Le séminaire comportait des moments théoriques, comme par exemple sur la définition médicale du trauma et des troubles du stress post-traumatique (TSPT) et sur comment les différencier des réactions de stress et de détresse, «normales» dans une situation de guerre. Notre amie psychiatre a aussi donné des explications aux personnes non spécialistes pour les aider à reconnaître le degré d'une dépression et identifier s'il faut faire appel à un médecin ou psychiatre. Une autre partie de l'atelier était destinée à donner des «outils» à des personnes travaillant sur le terrain et au contact quotidien de réfugié·es dans un objectif de prévention de troubles plus graves: groupes de paroles, ateliers de dessin avec des enfants, groupes de soutien, activités socialisantes telles que le chant, la cuisine, le jardinage, etc.

Il s'agissait aussi de donner plus d'autonomie aux personnes accompagnantes. Tous les participant·es de l'atelier étaient très content·es et reconnaissant·es, et nous réfléchissons actuellement à organiser des nouveaux séminaires semblables.

D'autres idées sont en discussion, par exemple le projet de proposer des formations plus spécialisées pour l'aide d'urgence psychiatrique à des médecins généralistes dans la région. En effet, il y a d'un côté un manque de psychiatres et de l'autre une certaine peur ou appréhension d'en consulter un·e. Et puis la première personne de contact est souvent le médecin généraliste.

Il y a également une étude en cours dans différentes localités de la Transcarpatie, auprès de médecin·es, pharmacien·es, instituteurs/trices et personnes volontaires dans l'accueil, pour définir plus précisément les besoins en aide psychologique et psychiatrique.

Une autre grande problématique qui ne pourra pas à long terme se résoudre uniquement avec des volontaires locaux mais qui nécessitera une poli-

tique au niveau national est celle des personnes âgées, handicapées ou souffrant de maladies chroniques. La plupart des refuges pour personnes déplacées ont été prévus sur une base temporaire, à l'est de l'Ukraine, plus près du front, l'accueil n'est souvent prévu que pour quelques jours. À Nijne Selichtche, l'accueil dans le refuge est conçu pour un maximum de six mois.

Grâce à l'accompagnement par des volontaires locaux, plusieurs pensionnaires du refuge ont réussi à trouver un emploi dans la région proche et par la suite aussi un héberge-

ment indépendant. Cela permet à des familles de s'autonomiser et de participer à la vie locale mais aussi de libérer des places pour des personnes qui étaient en liste d'attente. Mais il en va autrement des personnes âgées et non valides qui ont souvent perdu des proches et tous leurs biens. Ces personnes ont évidemment été autorisées à rester dans le refuge, mais cela pose des questions sur l'accompagnement et le soutien nécessaire à plus long terme.

Paul Braun
FCE - France

MOUVEMENT SOCIAL/FRANCE

Casseroles libres dans un pays libre

En France, les manifestations plus ou moins spontanées se sont étendues partout ces dernières semaines, notamment à l'occasion des visites présidentielles et ministérielles – fin avril, cent journées d'action ont été annoncées par les syndicats – le président de la République Emmanuel Macron tentant de rester à l'offensive et de concrétiser des propositions pour faire pression sur les syndicats.

Le terme «*effet Streisand*» a été inventé à l'époque de l'apparition d'Internet. Il est apparu dans le contexte de la tentative de censure de contenus concernant l'actrice Barbara Streisand – une entreprise vouée à l'échec, du moins sous cette forme, à l'époque de la communication en réseau.

La tentative de l'État français, ou en tout cas de son personnel local – utilisée pour la première fois le 20 avril dernier dans le département de l'Hérault, dans l'arrière-pays de Montpellier – d'empêcher par interdiction officielle la communication des expressions de protestation par des «casserolades» (concert de casseroles), risquait d'être structurellement similaire. Il s'agissait de ne pas déranger l'illustre visiteur, le président Emmanuel Macron, lors de sa visite. Plus précisément, l'arrêté d'interdiction du préfet local (représentant de l'Etat central dans le département ou la circonscription administrative) visait concrète-

ment tout «*dispositif sonore portatif*». Mais les casseroles, couvercles de casseroles et autres objets similaires ont été frappés d'autant plus souvent et dans d'autant plus d'endroits.

Il semble que le président Macron, ou en tout cas ses conseillers, lors de sa visite dans l'Hérault, n'a pas apprécié l'interdiction de taper sur les casseroles, sans doute parce qu'elle était contre-productive. Les forces d'intervention sur place auraient fait du zèle. Entre-temps, les autorités semblent avoir décidé que les casseroles et leurs couvercles ainsi que les cuillères ne font pas partie des objets dangereux interdits, ni des «*dispositifs sonores portatifs*» interdits.

Cette pratique de protestation s'est en tout cas répandue à la vitesse de l'éclair après les manifestations du lundi 17 avril au soir, notamment à Paris et dans plusieurs autres villes, à l'occasion de l'allocution télévisée du président Macron, suite à l'entrée en vigueur de



Un charivari, d'Edmond-J. Massicotte, paru dans l'Almanach du peuple de 1928

la «réforme» des retraites. La manifestation a duré trois quarts d'heure devant plusieurs mairies d'arrondissement parisiennes et en province.

Au total, le nombre de rassemblements spontanés ou organisés à la dernière minute autour de l'allocution de Macron lundi – l'idée ayant circulé au maximum 24 heures auparavant sur les réseaux sociaux – aurait atteint 300 dans toute la France.

La présidente du groupe LFI (La France insoumise) à l'Assemblée nationale, Mathilde Panot, vient d'annoncer que les fameuses casseroles allaient claquer au nez du président Macron «*jusqu'au retrait de la réforme*»...

Il n'y a pas que des casseroles qui lui pendent au nez. Emmanuel Macron semble également être poursuivi par des échecs et des pannes dans la mesure où le pur hasard veut que partout où il se rend, il y ait une panne de courant, comme par exemple lors de sa visite en Alsace. De même, dans le sud de la France, dans l'Hérault, le courant a été coupé, d'abord à l'aéroport de Montpellier, puis dans un collège de la commune de Ganges, où Macron s'est ensuite rendu.

Mais que sont ces coïncidences et ces pannes? Selon les rumeurs, un spectre aurait également participé aux coupures de courant, dont on ne connaît pour l'instant que l'abréviation. Il s'agit de la CGT¹ ou quelque chose dans ce genre. Peut-être avez-vous déjà entendu ces lettres? La rédaction accueillera certainement avec gratitude toute information pertinente.

Politique scolaire et de rémunération

Dans cette commune de Ganges qui compte environ 4000 habitant·es, environ 1000 personnes – à l'appel notamment des fédérations ou unions syndicales CGT, Solidaires² et CNT³ – ont manifesté contre la visite de Macron, comme mentionné plus haut.

Ce dernier s'y est produit dans un collège et, après la coupure du courant, devant celui-ci. À cette occasion, Emmanuel Macron a également annoncé certaines de ses décisions, destinées à préciser les annonces restées générales de son allocution télévisée du 17 avril. Lors de cette intervention, Macron avait promis une série d'améliorations générales dans un délai de 100 jours⁴ – c'est-à-dire jusqu'à la fête nationale du 14 juillet, après quoi la France connaîtra de toute façon une pause politique estivale jusqu'à début septembre, pendant laquelle il ne se passe généralement pas grand-chose sur le plan social dans le pays – et avait laissé entrevoir un «*pacte pour la vie professionnelle*». L'idée est avant tout de faire pression sur les syndicats pour qu'ils acceptent une collaboration et qu'ils renoncent à leur «*opposition acharnée à la réforme des retraites*», selon le gouvernement. En ce qui concerne le chapitre de la politique scolaire et de la rémunération des enseignant·es, Macron a annoncé à cette occasion vouloir augmenter les salaires des enseignant·es de «*100 à 230 euros par mois*», sans donner plus de détails pour l'instant. Il a ajouté qu'il pourrait y avoir des augmentations allant jusqu'à 500 euros par mois pour les heures supplémentaires volontaires. L'idée est que les enseignant·es peuvent assumer «*volontairement*» des tâches supplémentaires telles que l'aide aux devoirs, mais aussi le remplacement de collègues régulièrement absents; ce qui devrait toutefois aboutir à ce

que les services de «remplissage» fournis «*volontairement*» remplacent les embauches de personnel nécessaires. Des commentaires ont également souligné que cela pouvait conduire de facto – en comptant les heures de préparation et les corrections d'examens – à des semaines de travail de plus de 40 heures par semaine, ce que les enseignantes, en particulier, ne peuvent souvent pas se permettre en raison de la répartition actuelle des tâches familiales; et que (notamment dans ce contexte) les inégalités salariales et autres entre les enseignant·es risquaient de s'accroître. Les syndicats du secteur de l'éducation ont, pour la plupart, émis de vives critiques à l'égard de ces projets. De son côté, une experte en politique de l'éducation a déclaré que si l'on voulait compenser la perte de revenus effective des enseignant·es depuis les années 1980 en raison de la baisse des salaires réels, il faudrait augmenter leurs salaires «*de 1000 euros par mois*».

Entre-temps, il semble que pour contrer sa perte massive de popularité (le président de la République Emmanuel Macron est actuellement à son plus bas niveau d'approbation, comme au moment des manifestations des gilets jaunes de l'hiver 2018/19, avec 26 % à 28 %, contre 48 % l'année précédente), le gouvernement hausse également le ton sur le thème de la «*politique des étrangers*» et la durcisse. De son côté, le parti d'opposition conservateur Les Républicains (LR) veut reprendre le thème de la nouvelle loi sur les étrangers, sur laquelle le gouvernement a avancé à l'automne 2022 avant de sembler faire marche arrière dernièrement en raison d'une majorité peu claire, et l'inscrire d'urgence à l'ordre du jour du Sénat (ou «*Chambre haute*») dominée par LR.

Autres activités

Depuis, la protestation a également trouvé une expression significative juste devant l'Élysée, sous la forme d'un véhicule garé là et por-

tant une inscription claire sur la réforme des retraites.

De leur côté, les ministres d'Emmanuel Macron (beaucoup sont jusqu'à présent plutôt inconnus du public), dont la «*première*» d'entre elleux, c'est-à-dire la Première ministre Elisabeth Borne, ont été confrontés à des manifestations et des protestations spontanées au cours de la deuxième moitié de la semaine. Face à la cheffe du gouvernement Borne à Châteauroux, dans le centre de la France, les désormais célèbres casseroles, couvercles et cuillères ont de nouveau résonné.

[Il faut signaler au passage que le niveau de brutalité déployé par la police pour réprimer les «*casserolades*» est sans commune mesure avec l'absence totale de réaction face aux défilés de l'extrême droite dans plusieurs villes de France. Et en dernière minute, le 6 juin, auront (eu) lieu de nouvelles manifestations à l'appel de l'intersyndicale afin de mobiliser avant le vote à l'Assemblée nationale d'une proposition de loi du groupe Libertés, Indépendants, Outre-mer et Territoires (LIOT), qui vise à abroger la réforme des retraites. Mais le 31 mai, en commission, les macronistes et Les Républicains (parti de droite) ont supprimé l'article concerné pour en empêcher le vote le 8 juin. Ceci illustre une nouvelle fois que ce ne sera pas à l'Assemblée que le retrait de la réforme sera obtenu mais bel et bien, dans la rue et par la grève, NDLR]

Bernard Schmid
Juriste, Paris

1. Confédération Générale du Travail, confédération syndicale de gauche, à l'origine proche du parti communiste.
2. Connue aussi sous l'acronyme SUD, pour Solidaires, Unitaires, Démocratiques, issu du Groupe des Dix constitué en 1981 par dix organisations syndicales autonomes non-confédérées.
3. Syndicat anarcho-syndicaliste.
4. L'opposition à la réforme des retraites a donc appelé à une «*Interville du zbeul*» (désordre, dérangement de l'ordre établi), sorte de jeu concours entre les villes pour perturber la venue de tout membre du gouvernement qui bat son plein au moment où nous mettons en page.

FRANCE

Désertier le système

La tribune ci-dessous a été rédigée par certain·es membres d'AgroParisTech qui s'étaient fait connaître pour leur discours¹ en 2022, les collectifs Les Désert'heureuses² et Vous N'êtes Pas Seuls³. Elle revient sur le phénomène de désertion des diplômé·es, dans un contexte de guerre sociale ravivée par la réforme des retraites. Elle a déjà été signée par 24 collectifs et 185 personnes, de tous horizons professionnels. Elle a été publiée fin avril dans un grand quotidien français.

En 2022, beaucoup d'encre a coulé au sujet de la désertion des plus diplômé·es, souvent dans la confusion et la superficialité. Nous, collectifs accompagnant ce phénomène social qui s'intensifie, voulons clarifier ce que nous mettons derrière ce mot.

Deux ans de crise sanitaire ont mis à nu l'absurdité d'un quotidien passé à travailler au service d'une économie déconnectée du réel. 2022 a été l'année des vagues de démissions, des discours dans les grandes écoles et des odes au refus du travail comme marchandise. Dans ce contexte de mouvement social

d'ampleur – violemment réprimé – contre une réforme des retraites qui considère les êtres comme des ressources productivistes, nous voulons préciser pourquoi nous avons choisi de désertier, dans l'idée de donner des perspectives et d'élargir le front de la contestation.

Que désertons-nous?

L'illusion perdue selon laquelle la fin du monde serait empêchée par les responsables du désastre: le capitalisme, l'industrie, la technologie, l'État. Quelques pistes cy-

clables, voitures électriques, panneaux solaires, écoquartiers et autres taxes carbone seraient des «solutions». Or, notre régime économique repose sur l'exploitation des classes laborieuses et des milieux vivants. Il a imposé un mode de vie et une hiérarchie sur tous les territoires du globe par la violence, étouffant progressivement toute alternative.

Contraint·es de passer par la monnaie pour nous nourrir, nous loger, nous soigner, nous sommes privé·es de tout contrôle sur nos vies et nos moyens de subsistance. Ce ne sont pas les activités artisanales, agricoles ou artistiques qui remplissent l'estomac, mais plutôt l'individualisme, la compétition et l'héritage. Pour nous, être libre, c'est être capable de prendre en charge directement et collectivement nos besoins primaires. Nous ne voulons plus dépendre de l'industrie pour y parvenir.

Jeunes diplômé·es, nous étions parti·es pour des carrières promettant confort et privilèges, en échange de notre loyauté à la classe bourgeoise dominante. Nous avons déserté, car nous refusons ce rôle de complice. Nous désertons les rangs privilégiés d'une guerre menée par le monde marchand contre le vivant. Nous désertons le carriérisme, et les vaines tentatives de verdir le monstre depuis son intérieur. Nous désertons le culte de la technologie, et les fausses solutions promises par l'industrie pour combattre ses propres fléaux.

Désertier pour mieux riposter

Nous souhaitons sortir de l'entre-soi et entrer en résistance, aux côtés de celles et ceux qui se battent pour la terre et la liberté. De la défense des communs à la lutte contre les politiques autoritaires et impérialistes, nous partageons nos connaissances des rouages de la machine avec celles et ceux qui tentent de l'enrayer. Cadres dits «supérieurs», habitué·es à la ville, aux salles de cours et aux bureaux, nous ne sommes pas les mieux placé·es pour nous réinventer paysan·es et artisan·es. Alors nous apprenons auprès de personnes qui vivent humblement et fièrement, sachant faire des choses par elles-mêmes.

Nous n'inventons rien. Des luttes marquées aux exodes anti-industriels post-1968, du refus de parvenir ouvrier du début du 20^e aux stratégies zapatistes des années 1980, nos désertions trouvent leur inspiration dans une histoire riche de mouvements qui ont voulu tantôt résister à l'oppression, tantôt transformer leur monde, mais toujours en défaisant le pouvoir plutôt qu'en le conquérant.

Sortir des oppositions stériles

Nous souhaitons en finir avec le faux débat opposant «les privilégié·es qui désertent pour élever des chèvres» et «les collabos réformistes qui restent à l'intérieur». Nous mesurons que la critique radicale de la société que nous portons est partagée par beaucoup, que des alliances sont à construire. Nous pouvons avoir des méthodes différentes: avec ou sans les institutions; légales ou illégales; violentes ou non; locales, régionales ou nationales, voire internationales. Nous acceptons la diversité des tactiques, tant que l'on partage un horizon commun.

Ceci dit, beaucoup d'énergie est mobilisée aujourd'hui pour résister depuis l'intérieur,

quand nous sommes encore trop fragiles pour construire de vrais rapports de force depuis l'extérieur. Nous n'enrayerons pas la spéculation sur le foncier agricole en la dénonçant uniquement, mais en allant physiquement reprendre les terres! Nous ne réglerons pas le problème de la sécheresse avec des petits gestes, mais en reprenant la gestion commune de l'eau, en commençant par mettre un terme aux projets de méga-bassines!

Nous ne ferons pas la transition avec des centrales de production industrielle d'énergie, qu'elles soient nucléaires ou «renouvelables», car elles reposent sur un pouvoir centralisé, un régime néocolonial, des infrastructures nuisibles et alimentent la même mégamachine. Pour nous, la transition se fera en démantelant ces technologies autoritaires et l'extractivisme global!

Chez les révolté·es solitaires, l'isolement face à l'ampleur du désastre peut générer un sentiment d'impuissance écrasant. Il paraît souvent inconcevable de tout plaquer pour s'engager, sans solution ou plan à grande échelle. Mais il n'y aura jamais de chemin facile, de bouton «sortir du cauchemar» ou de bulletin de vote magique. Désertier, c'est aussi briser cet isolement pour se redonner une puissance d'agir collective. Notre désertion

est joyeuse, elle nous rend conscient·es, capables, fier·es de nos apprentissages, et solidaires avec celles et ceux qui croisent nos routes.

Étudiant·es, salarié·es, retraité·es, sans emplois... Désertons! Envisageons toutes les formes de désertion comme des options non seulement possibles, mais nécessaires, sérieuses, et désirables. Créons des réseaux de subsistance où chacun·e pourra vivre dignement. Préparons-nous à lutter pour celles et ceux qui nous entourent et en solidarité avec celles et ceux qui sont loin, pour défendre des milieux vivants et pour reprendre aux tout-puissants ce qui appartient à tou·tes...

Construisons un mouvement large et transversal de démissionnaires solidaires pour renverser le rapport de force!

Des membres du discours
d'Agro ParisTech en 2022

Les collectifs *Les Désert'heureuses*
et *Vous N'êtes Pas Seuls*

1. Le discours: <https://www.youtube.com/watch?v=SUOVOC2Kd50>.

2. <https://desertheureuses.noblogs.org/>

3. <https://vous-netes-pas-seuls.org/>

4. Voir *Archipel* N°325, mai 2023, «Appel pour l'eau» de *We are water defending itself* (Nous sommes l'eau qui se défend).



Desertier, huile sur canevas, Tomasz Alen Kopera, 2004